No. 45743

**Switzerland
and
Italy**

Agreement between the Swiss Confederation and the Republic of Italy concerning the military service of dual nationals (with forms). Rome, 26 February 2007

Entry into force: *1 September 2008 by notification, in accordance with article 16*

Authentic texts: *French and Italian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 10 February 2009*

**Suisse
et
Italie**

Convention entre la Confédération suisse et la République italienne relative au service militaire des double-nationaux (avec formulaires). Rome, 26 février 2007

Entrée en vigueur : *1er septembre 2008 par notification, conformément à l'article 16*

Textes authentiques : *français et italien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Suisse, 10 février 2009*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION

ENTRE

LA CONFEDERATION SUISSE

ET

LA REPUBLIQUE ITALIENNE

RELATIVE

AU SERVICE MILITAIRE DES DOUBLES-NATIONAUX

Le Conseil fédéral suisse

et

le Gouvernement de la République italienne,

désireux de régler d'un commun accord les problèmes relatifs au service militaire des personnes qui possèdent simultanément les nationalités italienne et suisse et de faire en sorte que les obligations militaires soient accomplies dans un seul des deux Etats

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 ***Définitions***

Dans la présente convention, les définitions suivantes sont appliquées :

- a) par « *double-national* », on entend toute personne possédant simultanément les nationalités italienne et suisse, aux termes des lois en vigueur dans chacun des deux Etats ;
- b) par « *obligations militaires* », on entend :
 - pour l'Italie, le service militaire effectif sous toutes ses formes, ou toute autre service ou prestation jugés équivalents ;
 - pour la Suisse, le service militaire effectif, le service civil effectif et la taxe d'exemption de l'obligation de servir ;
- c) par « *résidence habituelle* », on entend le lieu où la personne demeure habituellement avec l'intention de s'y établir de manière permanente.

Article 2 ***Champ d'application***

Les dispositions de la présente convention s'appliquent aux doubles-nationaux.

Article 3
Principes

1. Le double-national n'est soumis aux obligations militaires que dans un seul des deux Etats contractants.

2. Le double-national est soumis aux obligations militaires dans l'Etat où il a sa résidence habituelle le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans, sauf s'il déclare vouloir accomplir ses obligations dans l'autre Etat contractant. Cette déclaration d'option doit être présentée, pour les doubles-nationaux résidant en Italie, dans les six mois à compter du moment où ils ont eu 18 ans révolus, et pour les doubles-nationaux résidant en Suisse, avant l'âge de 19 ans révolus.

Toutefois, le double-national qui, sur sa propre demande, a déjà commencé à accomplir ses obligations militaires dans l'un des deux Etats avant l'échéance du délai d'option, achèvera de s'en acquitter dans cet Etat.

Le double-national qui fait usage de son droit d'option ne peut pas se prévaloir d'une éventuelle exemption du service militaire pour les citoyens résidant à l'étranger.

La faculté d'option est admise à condition que la législation de l'Etat dans lequel le double-national souhaite accomplir ses obligations militaires prévoit un service militaire obligatoire ou un service civil. Si l'un des deux Etats supprime ou suspend l'obligation du service militaire, l'option reste valable si elle est accompagnée d'une déclaration explicite par laquelle l'intéressé contracte un engagement volontaire dans un des services volontaires prévus par cet Etat.

3. Le double-national qui a sa résidence habituelle dans un Etat tiers peut choisir, avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans, l'Etat contractant dans lequel il souhaite accomplir ses obligations militaires. Les dispositions de l'al. 2, troisième et quatrième paragraphes du présent article sont applicables.

Si l'option n'est pas exprimée en temps utile et si de ce fait le double-national est appelé à accomplir les obligations militaires dans l'un des deux Etats, l'autre Etat le libérera des obligations militaires.

4. L'autorité compétente dans l'Etat de résidence établit une attestation de résidence en deux exemplaires conforme au modèle A annexé à la présente convention. Un exemplaire est remis à l'intéressé, le second est transmis à la représentation diplomatique ou consulaire compétente de l'autre Etat.

5. Les facultés d'option prévues aux al. 2 et 3 s'exercent au moyen de déclarations conformes respectivement aux modèles B et C annexés à la présente convention ; ces déclarations sont souscrites par les intéressés :

- a) auprès de l'autorité compétente de l'Etat contractant où le double-national a sa résidence habituelle, dans le cas prévu à l'al. 2 ;
- b) auprès des représentations diplomatiques ou consulaires de l'Etat contractant pour lequel a opté le double-national, dans le cas prévu à l'al. 3.

Une copie de la déclaration d'option est remise à l'intéressé et l'autre est transmise par l'autorité auprès de laquelle elle a été signée à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, par la voie de sa représentation diplomatique ou consulaire.

6. Si, conformément aux dispositions prévues par les al. 2 et 3, le double-national accomplit ses obligations militaires dans l'un des deux Etats contractants aux conditions stipulées par la législation dudit Etat, l'autre Etat considère les obligations militaires comme accomplies.

7. Si l'obligation du service militaire est suspendue dans l'un des deux Etats contractants, le double-national reste soumis à la législation de celui des deux Etats dans lequel il a sa résidence habituelle le 1^{er} janvier de l'année où il atteint l'âge de 18 ans.

Article 4

Accomplissement des obligations militaires en cas d'acquisition ultérieure de la double nationalité

1. Sous réserve de l'al. 2 ci-dessous, le citoyen de l'un des deux Etats contractants qui acquiert la nationalité de l'autre Etat après le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans est astreint aux obligations militaires de l'Etat dans lequel il a sa résidence habituelle au moment de sa naturalisation. Il peut néanmoins, dans le délai d'une année dès sa naturalisation, déclarer vouloir accomplir ses obligations militaires à l'égard de l'autre Etat contractant. L'intéressé doit prouver sa résidence habituelle en produisant l'attestation de résidence prévue à l'art. 3, al. 4.